

QUAND LE SAVANT EST POLITIQUE

[Sofia Aouani](#)

Belin | « Genèses »

2022/2 n° 127 | pages 145 à 153

ISSN 1155-3219

ISBN 9782410025620

DOI 10.3917/gen.127.0145

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-geneses-2022-2-page-145.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

© Belin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

À propos de...

Militer pour la science. Les mouvements rationalistes en France, 1930-2005,

Sylvain Laurens,

Paris, Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales

(En temps & lieux), 2020, 244 p.



Quand le savant est politique

Sofia Aouani

PP. 145-153

L'engagement militant de savants n'entre pas nécessairement en contradiction avec leur engagement professionnel. C'est l'un des enseignements que l'on peut tirer de l'ouvrage de Sylvain Laurens, *Militer pour la science*, dans lequel il revient sur la constitution de groupements associatifs rationalistes œuvrant publiquement pour la promotion et la défense de la science et de ses méthodes. Cette enquête s'insère dans une réflexion plus large portant sur le statut et les usages de l'information scientifique dans les débats publics et dans la production de politiques publiques¹. À la croisée d'une socio-histoire des sciences, d'une sociologie des groupes d'intérêt et d'une histoire du champ politique français des années 1930 au début des

années 2000, le livre reconstitue la trajectoire de savants engagés dans des associations de défense du rationalisme en étant attentif aux configurations sociales dans lesquelles elles s'inscrivent. Adoptant une approche résolument bourdieusienne, Sylvain Laurens rejoint la lignée de travaux qui envisagent les prises de position et les formes d'engagement intellectuel en fonction de leur place dans leur milieu professionnel d'origine² et dans le rapport des savants aux autres espaces sociaux. En cela, il ne se centre pas sur un événement (en étudiant par exemple Mai 68 ou la guerre froide) pour embrasser l'engagement savant dans ses phases d'intense mobilisation comme dans ses périodes de mise en

1. Stéphane Foucart, Stéphane Horel et Sylvain Laurens, *Les gardiens de la raison. Enquête sur la désinformation scientifique*, Paris, La Découverte, 2020.

2. Frédérique Matonti et Gisèle Sapiro, « L'engagement des intellectuels: nouvelles perspectives », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 176-177, 2009, p. 4-7.

veille³. Le pari peut, de prime abord, sembler risqué, puisque Sylvain Laurens fait du travail militant de scientifiques et d'amateurs de sciences un support favorable à l'exercice de la réflexivité pour les savants d'aujourd'hui. Dans un contexte où le militantisme de scientifiques est l'objet de suspicions et de controverses à l'intérieur comme à l'extérieur du champ académique, susceptibles de jeter le discrédit sur des travaux ou l'ensemble d'une discipline, comment le penser autrement qu'en termes de dévoiement ou de renoncement ? C'est une gageure que relève Sylvain Laurens en éclairant les représentations actuelles associées au militantisme de scientifiques par un retour sur le passé. Si la méthode est courante, l'objet et la temporalité choisis offrent aux lecteurs une longue-vue sur le phénomène. Dans son ouvrage, l'engagement décrit est celui de savants dont la définition et la défense publique de conceptions et de pratiques scientifiques les conduisent à prendre position sur d'autres terrains. Ainsi, cet éclairage ne se fait pas depuis la sphère publique mais en amont, au sein des associations savantes, où sont discutées et disputées les valeurs scientifiques et les manières de faire politique des savants. Fondé sur une enquête qui combine archives et entretiens, cet ouvrage interroge la constitution de la « raison » comme enjeu politique et, en retour, les effets de l'engagement rationaliste sur les trajectoires des savants. La démonstration est organisée de manière chronologique et suit trois organisations : l'Union rationaliste (UR) créée en 1930, principale association étudiée, l'Association française pour l'information scientifique (AFIS) créée en 1968 et le Laboratoire de zététique qui voit le jour en 1998. La démonstration accorde une place importante

à la restitution des oppositions qui traversent les organisations rationalistes, lesquelles permettent de tenir ensemble la contingence historique du mouvement et son institutionnalisation sociale. Les échanges épistolaires entre savants, les lettres d'abonnés ou encore les comptes rendus d'assemblée générale sont autant de traces qui permettent d'analyser les phénomènes de maintien, de continuité et de changement d'un mouvement social comme celui de l'engagement public des savants en faveur de la science et du rationalisme dans des contextes historiques plus ou moins favorables.

Comment s'engager pour la science en dehors de la science ?

« Les savants qui interviennent dans l'espace public au nom de la raison ont-ils toujours raison ? » (p. 11) : la question posée par Sylvain Laurens détonne et pose le cadre de la réflexion. Le premier fil directeur de l'ouvrage soumet à l'analyse la pluralité des formes et l'efficacité sociale de l'engagement public des savants.

Dans les années 1930, le groupe de savants qui porte la création de l'UR est guidé par la volonté d'asseoir l'autonomie de la science par rapport aux élites conservatrices religieuses et/ou nationalistes mobilisant des arguments non ou pseudo-scientifiques. Pour ses membres, la science doit être au service d'un idéal humaniste de justice sociale. Cet horizon serait accessible à condition d'instaurer un secteur public de la recherche pérenne disposant de structures institutionnelles et de statuts. Le territoire administratif est donc un des premiers enjeux politiques des initiateurs de l'UR, auquel s'ajoute celui de la « propagande » (archive de l'appel de l'UR, p. 29) du discours scientifique au-delà des spécialisations académiques et des

3. Verta Taylor, « Social Movement Continuity: The Women's Movement in Abeyance », *American Sociological Review*, vol. 54, n° 5, 1989, p. 761-775.

sphères intellectuelles parisiennes⁴. Des discussions sont organisées, une bibliothèque constituée, une émission de radio lancée et des revues voient le jour comme *les Cahiers rationalistes*. Cette volonté d'élargir son audience est d'ailleurs ce qui distingue cette organisation des autres mouvements savants de l'époque, lesquels sont souvent adossés à une « sociabilité érudite⁵ ».

Ce consensus militant repose d'une part sur des trajectoires sociales et professionnelles particulières de savants engagés dans l'UR et, d'autre part, sur l'héritage de la période antérieure. Henri Roger, Paul Langevin, Pierre Curie, figures importantes respectivement de la médecine, de la biologie et de la physique françaises qui sont parmi les premières à lancer ou à participer à l'organisation, ont en commun, outre la possession de capitaux économiques, culturels et sociaux importants, d'occuper des positions dominantes dans le champ scientifique tout en étant en proie à des oppositions au sein de leur discipline de rattachement. Deux polémiques occupent en particulier les savants de l'époque : celle relative à la validité des théories d'Einstein, défendues par Langevin, et celle qui oppose en biologie néolamarckiens et néodarwinistes, les premiers soutenant leur position lors de conférences à l'UR. Parmi ces scientifiques, presque exclusivement des hommes, certains ont connu une mobilité sociale ascendante par l'école, ce qui permet de mieux comprendre leurs affinités à l'État, transposées dans l'action politique, comme leurs objectifs humanistes de diffusion de la science qui rejoignent une série d'autres engagements (Ligue des

droits de l'Homme, milieux maçonniques, socialistes et communistes). Ces derniers sont parfois hérités de leurs parents depuis la Commune ou l'affaire Dreyfus. Au-delà des disputes disciplinaires, l'UR est donc le signe d'une refonte plus générale des modalités de l'engagement savant aux antipodes de la tradition conservatrice catholique et/ou nationaliste.

La montée progressive du fascisme en Europe ainsi que la Seconde Guerre mondiale obligent à un réagencement profond du mouvement. Producteurs d'une hiérarchie des modes d'(in)action (il)légitimes, les membres de l'UR sont les acteurs d'une politique qui ne dit pas son nom. En discréditant les motifs et préoccupations partisans, ils dressent une ligne de conduite alternative à adopter face à l'hitlérisme : la neutralité initiale s'efface rapidement devant une opposition ferme au nazisme – d'autant que les réseaux européens du groupe font qu'il est directement et fortement confronté aux exactions commises – au nom de justifications savantes supposément plus nobles. Mais la période qui précède la Libération est difficile : les dissensions en interne sont nombreuses, les effectifs de l'UR considérablement réduits au pôle cultivé, lui-même affecté par les départs à l'étranger, les entrées dans la clandestinité ou les décès.

Après 1945, la composition de l'UR est en partie modifiée en raison de la réactualisation du discours de l'association vers le marxisme et de la structuration administrative du monde académique. Elle attire des savants proches du Parti communiste français (PCF), anciens résistants pour un certain nombre d'entre eux, et des membres du Syndicat national de l'enseignement supérieur et de la recherche (SNESR). La base sociale de l'UR se stabilise et s'homogénéise. Ces transformations ont des incidences sur le sens attribué à l'engagement rationaliste. Marqués par la persécution nazie, confrontés

4. Sylvain Laurens évoque pour cette période quelques adhésions « en provenance des milieux populaires » et l'appui durable du « réseau des instituteurs en province » (p. 50-51).

5. Jean-Pierre Chaline, *Sociabilité et érudition. Les sociétés savantes en France XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Éd. du Comité des travaux historiques et scientifiques, 1995.

avec la guerre froide à un alignement de sa ligne politique avec le PCF, les membres de l'UR parviennent néanmoins à maintenir une position intermédiaire et résolument pacifiste. Forts de la nouvelle assise institutionnelle de la recherche française, les savants sont désormais en mesure de revendiquer un droit de regard sur les usages des découvertes scientifiques ainsi qu'une autonomie de leurs engagements. Dans ce paysage, l'UR constitue un refuge dans lequel de telles revendications peuvent être exprimées. Les savants engagés par ailleurs au PCF y échappent à la fois à l'encadrement du Parti, qui se fait de plus en plus prégnant, et aux accusations de la droite et d'une partie de la Section française de l'Internationale ouvrière de constituer un danger politique.

À partir de 1956, l'UR continue de constituer un refuge où se pose à nouveaux frais la question de la responsabilité du savant. Certaines disciplines, à l'instar de la philosophie ou des sciences sociales, y prennent davantage de place. Une nouvelle ligne de fracture se dessine entre les tenants d'un engagement politique de l'UR sur les affaires du monde et ceux qui considèrent que l'objectif premier de l'association doit être la défense des méthodes scientifiques indépendamment des usages faits des découvertes. L'alliance contre l'ésotérisme et en faveur de l'éducation du grand public forme alors le consensus minimal empêchant le délitement du collectif. L'AFIS, groupement issu de l'UR, créée par Michel Rouzé, journaliste scientifique, illustre particulièrement bien ce tournant. L'arène médiatique constitue l'espace d'action privilégié de cet engagement. Les *Cahiers de l'AFIS* visent ainsi la vulgarisation des découvertes scientifiques mais plus généralement le développement d'un rapport positif à la science pour ses lecteurs, à travers la critique ferme des faits divers contraires à ce que permet d'établir l'état actuel des connaissances scientifiques

(pratiques *new age*, ovnis, capacités paranormales des animaux), qu'ils soient ou non relayés par des scientifiques.

À l'orée des années 1980, cette assise rationaliste est déstabilisée par la formalisation que connaît le secteur académique depuis une vingtaine d'années, résultat d'une politique scientifique nationale d'ampleur. Le financement de la recherche est modifié en raison de la valorisation des liens avec le monde industriel qui favorise une recherche dite innovante et orientée par les hautes administrations politiques et scientifiques. La formation à la recherche et les valeurs professionnelles sont transformées : les nouvelles générations de savants prennent les traits de l'ingénieur-entrepreneur formé dans les grandes écoles françaises et passé par les États-Unis. Désormais, les craintes exprimées à l'encontre du progrès scientifique et industriel (centrales nucléaires, pollutions atmosphériques) sont taxées d'irrationnelles. L'émergence de cercles zététiques marque une distance nette, au sein du camp rationaliste, avec l'héritage de l'épistémologie engagée des origines. La recherche, l'enseignement par la pratique d'expériences reproduisant des phénomènes soi-disant paranormaux, l'investissement du champ médiatique sont les trois piliers de cet engagement rationaliste. La défense de la technique sur la finalité scientifique transparaît à l'UR et à l'AFIS sans jamais s'imposer, témoignant de la distance générationnelle qui les sépare des nouveaux entrants.

C'est du moins le cas jusqu'aux années 1990 où se produit une « crise de transmission » au sein de l'AFIS, lorsque le recrutement de l'association s'élargit à ces nouvelles figures. Tandis que la transition entre deux modèles se confirme à l'AFIS, les manières d'être et les manières de faire association de l'ancienne génération et de son lectorat sont alors socialement disqualifiées. À l'UR, l'assise diminue et vieillit. La désaffection militante

s'accentue, motivée individuellement par le tournant intellectualiste des publications qui creuse l'écart avec l'enjeu de diffusion au grand public. Cette prise de distance peut être relue à l'aune de la dépolitisation antérieure d'une partie des membres et de celle de l'association aux yeux des militants communistes qui la quittent. Tout laisse à penser que l'hétérogénéité des positions objectives des membres des groupements rationalistes rend aujourd'hui difficile la mise en place d'un consensus autour de ce qu'est et de ce que doit être le rationalisme politique.

Démythifier la neutralité du savant

Militer pour la science contribue à défaire deux mythes tenaces concernant la position savante : celui qui proclame que politique et science constituent deux « sphères séparées⁶ » et celui qui, découlant d'invocations à la neutralité axiologique⁷, conduit à défendre des positionnements politiques sans les expliciter comme tels. Reprenant le travail de Pierre Bourdieu et Luc Boltanski sur la production de l'idéologie dominante⁸, Sylvain Laurens

entend ouvrir la « boîte noire des organisations rationalistes » (p. 20).

D'abord, l'objet de recherche de Sylvain Laurens est parfaitement adapté à une telle entreprise, puisqu'il s'agit de groupements militants qui eux-mêmes luttent pour la définition de ce qui constitue un engagement public légitime en faveur de la science conforme aux valeurs de vérité scientifique et d'objectivité qui fondent leurs pratiques professionnelles. Reprenant les mots de Pierre Curie, le physicien Jean Perrin, membre du comité d'honneur de l'UR, conçoit sa discipline comme au service de la justice sociale lorsqu'il explique en 1935 :

« Naturellement j'ai des opinions et elles ne sont pas conservatrices ; mais cela n'a pas d'importance parce que la question sociale sera résolue sans difficulté par les physiciens qui arriveront à créer assez de richesse pour tous » (cité p. 44).

Ce témoignage, marqué par une ferveur à l'égard des possibilités offertes par la science, est repris dans *les Cahiers rationalistes*. Le travail de Sylvain Laurens permet également d'éviter tout anachronisme par une évaluation *a posteriori* du lien entre engagement politique pour la science et fécondité heuristique. Il établit ainsi comment l'engagement de chercheurs dans la doctrine de Lyssenko en vient progressivement à être perçu comme une compromission.

Ensuite, *Militer pour la science* replace les formes que prend l'engagement scientifique en faveur de la raison dans les autres sphères sociales et en lien avec les acteurs avec lesquels les savants interagissent. Il démythifie ainsi le rôle du sachant, physicien humaniste d'hier, intellectuel communiste ou encore ingénieur et, nous pourrions ajouter, sociologue critique ou pragmatique d'aujourd'hui. Si leur engagement s'affirme pour chacun d'entre eux au nom de la science, le terme charrie des implicites, différents selon

6. Pour un exemple récent : Nathalie Heinich, *Ce que le militantisme fait à la recherche*, Paris, Gallimard (Tracts), 2021.

7. Max Weber, « Quatrième essai : Essai sur le sens de la "neutralité axiologique" dans les sciences sociologiques et économiques », *Essais sur la théorie de la science*, trad. de l'allemand par Julien Freund, Paris, Librairie Plon, 1965 [1917]. Pour une présentation critique des mésinterprétations de la notion de neutralité axiologique, nous renvoyons aux traductions commentées des travaux de Max Weber réalisées par Isabelle Kalinowski. En particulier, Isabelle Kalinowski, « Leçons wébériennes sur la science et la propagande », in Max Weber, *La science, profession et vocation*, Marseille, Agone, 2005.

8. Pierre Bourdieu et Luc Boltanski, « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 2-3, 1976, p. 3-73.

l'époque. Dans cette perspective, l'engagement politique fait l'objet d'une acceptation plus ou moins grande entre savants et en dehors de la sphère scientifique suivant les époques, les disciplines et les domaines d'étude. Plus encore, les analyses de Sylvain Laurens sur la période qui va des années 1970 au début des années 2000 révèlent des disparités entre savants et disciplines scientifiques dans la capacité à invisibiliser la dimension politique de leur engagement derrière la défense d'une objectivité universelle. Ce processus s'explique par des transformations dans les socialisations étudiante et professionnelle des savants dans un contexte de bureaucratisation de la recherche. Il entretient le mythe d'un idéal scientifique du désengagement, lequel est mobilisé dans des stratégies de disqualification de certaines disciplines ou thématiques de recherche.

Si l'ouvrage laisse apercevoir les risques professionnels des engagements politiques des chercheurs⁹, on peut cependant regretter qu'il ne rende pas compte de la rentabilité symbolique et professionnelle qui peut résulter du militantisme des savants¹⁰. D'une part, l'ouvrage suggère que la rentabilité liée à l'engagement varie selon la discipline, le lieu et l'époque, mais sans approfondir. D'autre part, on peut imaginer que les gratifications issues du militantisme changent suivant le type d'engagement. Autrement dit, on pourrait s'interroger sur la rentabilité, inégale suivant les périodes, les lieux et les disciplines, du capital militant, dans ses différentes dimensions culturelle, sociale et symbolique, dans

le champ académique. Hier, l'engagement humaniste des scientifiques a pu s'appuyer sur un entre-soi scientifique et militant susceptible d'entretenir le maintien d'une position sociale et d'une position scientifique. Aujourd'hui, deux figures prestigieuses et antinomiques du savant peuvent être analysées : celle associée au chercheur engagé en faveur du progrès social et celle du savant-ingénieur-entrepreneur, expert détaché de toute considération autour de la responsabilité des chercheurs. Sylvain Laurens montre toutefois implicitement que la défense d'une représentation « apolitique » du savant est à recontextualiser : à certaines époques, pour certaines disciplines, c'est la position la plus rentable. Le témoignage utilisé par l'auteur d'un adhérent à l'UR qui, dans la période la plus récente, mobilise le registre du non-engagement pour critiquer les prises de position publiques de certains membres de l'association contre les réformes engagées par le gouvernement Sarkozy (p. 223) est à ce titre éclairant.

« Réarmer l'épistémologie des différentes disciplines » : le rôle des sciences sociales

Au terme de son ouvrage, Sylvain Laurens indique qu'il souhaite contribuer à un réarmement épistémologique des différentes disciplines¹¹ dans lequel les sciences sociales auraient toute leur place. Sans vouloir les ériger en disciplines « donneuses de leçon », *Militer pour la science* permet de « stabiliser

9. Pour une approche similaire appliquée à un cas individuel, voir Frédérique Matonti, « La colombe et les mouches. Frédéric Joliot-Curie et le pacifisme des savants », *Politix*, n° 58, 2002, p. 109-140.

10. Nous élargissons à toute forme de pratique militante dans la mesure où l'engagement en faveur de la science peut, selon les époques, avoir ou être accusé d'avoir des visées d'ordre politique.

11. Il élargit en ce sens le travail initié par Gilles Laferté, Paul Pasquali et Nicolas Renahy pour lesquels l'histoire sociale des sciences sociales permet d'accroître la réflexivité en lui donnant une « dimension historienne ». Gilles Laferté, Paul Pasquali et Nicolas Renahy, *Le laboratoire des sciences sociales. Histoires d'enquêtes et revisites*, Paris, Raisons d'agir (Cours et travaux), 2018.

une épistémologie fondée à la fois sur ce qu'est le réel de la science aujourd'hui et sur l'examen de ce qui peut être pertinent et efficace dans l'espace public pour favoriser son autonomie» (p. 233). Il replace son ambition dans le contexte actuel où se rejouent les controverses sur la position du scientifique. Autonomie et hétéronomie scientifiques doivent être considérées en fonction des rapports avec le champ du pouvoir, qui déterminent les modes de financement de la recherche, ou encore les socialisations étudiantes et professionnelles. Sylvain Laurens ajoute que la contribution des sciences sociales peut être de permettre «une *objectivation* des limites réelles qu'ont rencontré jusqu'ici les tentatives de surgissement public des savants pour défendre la raison» (p. 233). Il nous semble qu'une analyse du militantisme scientifique dans ses manifestations très récentes et hétéroclites dans les formes prises, les lieux de leur expression et leurs destinataires (numéro de revues «en grève», dénonciation des dérives de l'évaluation quantitative de la recherche¹², tribunes, articles dans des journaux à grand tirage) pourrait aller dans ce sens. L'analyse des relations entre champ scientifique et champ du pouvoir abordée à quelques reprises dans l'ouvrage suggère aussi le rôle

particulier du champ médiatique, lequel mériterait à notre sens d'être approfondi. Les pratiques ainsi que les intérêts associés à la diffusion de la connaissance sont soumis à des enjeux différents voire concurrents, qu'il faut identifier. La structuration hiérarchique des médias, la place donnée à l'information scientifique, les principes de définition de ce qui constitue une donnée scientifique et des modalités de sa production définissent en partie la place laissée aux savants pour s'exprimer dans l'espace public. En retour, ces processus ont des effets sur les injonctions à l'égard de la production scientifique (transposabilité pratique des découvertes, réduction des temps de recherche, impératif de résultats). Dans l'ouvrage de Sylvain Laurens, on perçoit qu'il s'agit d'un terrain que les associations rationalistes tentent d'investir mais avec difficulté en raison des contradictions que cela génère pour elles (soumission au registre de restitution, de réception et de positionnement politique promu par les médias, éloignement d'une partie de la base militante)¹³.

Pour l'auteur, les énoncés scientifiques ne peuvent s'analyser qu'à l'aune des acceptions que recouvrent la raison et la science pour les savants à différentes époques. En d'autres termes, le travail scientifique transforme l'engagement politique en faveur de la science, qui façonne en retour les pratiques professionnelles. Une telle entreprise conduit les sciences sociales à rendre compte des difficultés, des désaccords internes profonds et des formes de compromissions vécues et subies par les défenseurs de la raison. Elles dévoilent ainsi crûment les conditions de possibilité et d'efficacité de tels engagements ainsi que leurs dimensions normatives. Mais, ce faisant, les sciences sociales ne constituent pas «une forme de

12. Pour une analyse rigoureuse des logiques à l'œuvre, nous renvoyons au numéro de la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, «La fièvre de l'évaluation», t. 55, n° 4 bis, 2008. L'utilisation dans les publications du pseudonyme Camille Noûs pour réaffirmer le caractère collectif du travail scientifique et dont on peut rappeler que le second terme, d'inspiration grecque, désigne justement «l'esprit» et la «raison» illustre aussi une des formes d'action que peut prendre cet engagement. On peut toutefois se demander si le recours à une telle figure impersonnelle est à la fois une entrave directe aux logiques d'évaluation par les publications en même temps qu'un indice de la difficulté de résistance à ces logiques dès lors qu'elle laisse largement intactes les pratiques de recrutement et de hiérarchisation des universitaires sur des critères individuels et productivistes.

13. On pourra se reporter en partie à Stéphane Foucart, Stéphane Horel et Sylvain Laurens, *Les gardiens de la raison*, *op. cit.*

rappel à l'ordre moral» (p. 232), c'est-à-dire un arbitre entre science et non-science, au nom d'une certaine morale, appuyée sur l'occupation de positions sociales dominantes et la détention de ressources spécifiques au premier plan desquelles un capital culturel institutionnalisé. L'auteur refuse, à la suite de Bourdieu, la fausse alternative entre relativisme et positivisme scientiste. On peut néanmoins regretter que les deux postures par rapport auxquelles l'auteur se positionne ne soient pas tout à fait explicitées : leurs contours et les critiques qui leur sont adressées pourraient être précisés afin d'affermir sa contribution. Pour la posture scientiste, qui singe les canons des sciences expérimentales ou manifeste une forme de mépris culturel pour tout ce qui est considéré comme n'étant pas savant, il est dommage de la résumer à un cas comme celui de Gérard Bronner (p. 232) lequel constituerait presque un exemple sur-mesure qui ne représente pas d'autres formes, moins spectaculaires, de postures scientistes. Quant à la posture relativiste, seule une rapide mention est faite du « principe de symétrie des arguments » renvoyé à la sociologie des controverses et à la sociologie pragmatiste (p. 16). L'histoire des sciences mobilisée par l'auteur principalement en introduction laisse pourtant entrevoir toute une tradition des *sciences studies* qui offre des outils pour l'analyse des relations entre science et politique comme entre science et secteur privé. Par exemple, la socio-histoire de la démarcation entre professionnels et profanes de science, qui adopte une démarche proche de celle prônée par l'auteur. Ainsi, dans son travail sur l'émergence progressive, entre 1860 et 1920, d'une cosmogonie comme discipline scientifique, Volny Fages se place dans un interstice similaire à celui choisi par Sylvain Laurens¹⁴.

14. Volny Fages, *Savantes nébuleuses. L'origine du monde entre marginalité et autorité scientifique (1860-1920)*,

Ce travail prend acte des recherches centrées sur les institutions scientifiques, attentives aux effets des pratiques de travail sur la science produite, qui se développent dans les années 1970 et qui amendent en partie les travaux antérieurs produits par le courant d'histoire et de philosophie des idées pour se concentrer sur les formes marginales de pratiques de cosmogonie. Les cas d'amateurs ou d'acteurs dont les travaux de cosmogonie sont rétrospectivement jugés non conformes à l'ambition scientifique revendiquée sont finement analysés. Le geste d'ensemble de Sylvain Laurens est comparable : s'extraire en partie de l'institution pour étudier des pratiques militantes qui débordent les activités professionnelles d'individus qui cherchent à asseoir leur autorité au nom de la raison et de la science dans l'espace public. De surcroît, le soin accordé dans *Militer pour la science* à la description d'une trajectoire comme celle de Michel Rouzé illustre une même préoccupation dans la restitution symétrique des acteurs de l'histoire, vigilante aux paramètres qui ont conduit à la consécration ou non d'une vision et/ou une pratique. Cette socio-histoire de la construction sociale de la crédibilité scientifique pourrait alimenter la discussion sur les effets de clôture, de démarcation, et donc aussi de domination qui découlent de l'engagement rationaliste, avec de façon concomitante l'exclusion de groupes sociaux dont les capitaux et les titres ne correspondent pas à ceux érigés en droits d'entrée dans le champ scientifique¹⁵.

Ce dernier point n'empêche cependant pas que *Militer pour la science* montre l'intérêt

Paris, Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales, 2018.

15. Voir aussi le travail de Sheila Jasanoff sur l'émergence d'une science réglementaire comme domaine hybride de production situé entre la science académique et le politique : Sheila Jasanoff, *The Fifth Branch: Science Advisers as Policymakers*, Cambridge, Harvard University Press, 1994.

de restituer le contexte précis de l'engagement des savants plutôt que de le nier, le glorifier ou le condamner *a priori*. L'analyse historique peut contribuer ici à renforcer la vigilance épistémologique¹⁶ des différentes disciplines scientifiques. L'objet d'étude, qui pourrait apparaître comme dérisoire au

regard du nombre d'adhésions ou des autres engagements des membres des mouvements rationalistes, ouvre finalement de nombreuses pistes dans la définition d'une posture de recherche tout en contribuant à une généalogie des usages publics du registre de la raison.

16. Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon et Jean-Claude Passeron, *Le métier de sociologue*, Paris, Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales, 2021 [1968].